

La Sicile, lieu de médiation culturelle et creuset de la réinvention de la Méditerranées dans les années 1950

Stéphane Mourlane

▶ **To cite this version:**

Stéphane Mourlane. La Sicile, lieu de médiation culturelle et creuset de la réinvention de la Méditerranées dans les années 1950. Maryline Crivello, Karima Dirèche. Traversées des mémoires en Méditerranée. la réinvention du "lien" XIXe-XXe siècle, Presse universitaires de Provence, pp.65-72, 2017, Le temps de l'histoire, 10.4000/books.pup.45803 . hal-01783896

HAL Id: hal-01783896
https://amu.hal.science/hal-01783896

Submitted on 2 May 2018

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Mourlane Stéphane, « La Sicile, lieu de médiation culturelle et creuset de la réinvention de la Méditerranées dans les années 1950 », in Maryline Crivello, Karima Dirèche (dir.), *Traversées des mémoires en Méditerranée. la réinvention du « lien » XIX^e^-XX^e^ siècle*, Aix-en-Provence, Presse universitaires de Provence, 2017, p. 65-72

La Sicile, lieu de médiation culturelle et creuset de la réinvention de la Méditerranée dans les années 1950.

Au début des années 1950, on assiste au travers d'un certain nombre d'initiatives, à la mise en place d'un dispositif culturel qui mobilise élites intellectuelles, politiques et économiques en vue de réaffirmer la vocation méditerranéenne de l'Italie. Il s'agit de contourner, de la sorte, l'hypothèque que fait peser sur la diplomatie italienne le souvenir de l'expérience fasciste qui empêche d'afficher trop ostensiblement des prétentions à la puissance sur la scène internationale[1]. La perte des colonies entraîne, par ailleurs, une redéfinition des rapports avec le monde méditerranéen fondée sur la double affirmation d'un passé colonial au visage plus humain[2] et d'un désintérêt colonial qui tranche fortement avec la rigidité des positions françaises face aux mouvements nationalistes.

La Sicile se présente dans ce contexte comme une véritable tête de « pont entre l'Orient et l'Occident », selon une formule fréquemment employée pour désigner la fonction médiatrice que l'Italie souhaiterait exercer en Méditerranée. La démarche se structure autour d'institutions dont l'activité contribue à la consolidation d'un imaginaire insulaire tout en participant à la promotion des intérêts italiens en Méditerranée. Elle participe aussi à donner du corps et du sens à la définition d'une culture commune transméditerranéenne. « La Sicile doit assumer cette fonction d'élément moteur de la dynamique méditerranéenne »[3] proclame ainsi l'un des principaux animateurs de ce mouvement dont il convient d'observer les modalités et les ressorts.

Des institutions méditerranéennes

L'Académie de la Méditerranée (*Accademia del Mediterraneo*) est l'une des principales institutions qui, en Sicile, œuvre au développement d'un dialogue interculturel[4]. Elle est fondée à l'occasion du Congrès des études méditerranéennes qui se tient à Palerme, du 11 au 13 juin 1951.

[1] Pierre Guillen, « La réinsertion internationale de l'Italie après la chute du fascisme », *Relations internationales*, n°1, 1982, p. 333-349.
[2] Angelo del Boca, *Italiani Brava gente ?,* Vicenza, Nerri Pozza, 2005.
[3] Gianfranco Alliata, « Collobarazione e unita mediterranea », *Annali del l'Accademia de la Mediterraneo,* 1*, 1952-1953*, Palermo, editrice Rassegna Mediterranea, 1954, p. 3.
[4] Stéphane Mourlane, **«** La Méditerranée des élites italiennes aux lendemains de la Seconde Guerre mondiale : Autour de *l'Accademia del Mediterraneo », Rives nord méditerranéennes,* n^os^ 32-33, 2009, p. 141-152.

L'organisation du congrès revient en effet à un organisme palermitain, le centre d'études et d'échanges internationaux (*centro studi e scambi internazionali)* et à son président, le député monarchiste, représentant les élites traditionnelles de l'île, le prince Gianfranco Alliata di Montereale. À l'origine, l'activité de ce centre n'est pas spécifiquement orientée vers les questions méditerranéennes. Il est formé par un groupe d'intellectuels qui, en 1945, se rassemblent en un centre des études anglo-franco-américaines (*centro di Studi Anglo-franco-americani)* afin « de combler les graves lacunes que les barrières isolationnistes avaient élevé dans l'esprit des gens »[5]. En d'autres termes, il s'agit d'œuvrer à une rupture avec la culture fasciste. Devenu rapidement centre d'études et d'échanges internationaux, dirigé par le constituant démocrate-chrétien, élu de Palerme, Salvatore Aldisio, l'organisme se présente comme un centre culturel qui organise des cours, des conférences ou encore des concerts. Succédant à Aldisio, appelé au gouvernement de De Gasperi pour détenir le portefeuille de la marine marchande, Alliata donne une orientation résolument méditerranéenne par la publication de la revue *Rassegna Mediterranea* et du bulletin *Mondo arabo*. Il conçoit dès lors l'Académie comme un « instrument efficace et durable pour la réalisation d'une solidarité et d'une collaboration effective dans le domaine de la haute culture entre les peuples de la Méditerranée »[6]. Le projet n'est pas dénué de sens politique comme en témoignent les fréquentes références à l'Eurafrique. Les contours de ce concept apparu au cours de l'entre-deux-guerres en France, varient en fonction de ceux qui le portent[7]. L'objectif le plus souvent évoqué est, cependant, de former « une troisième force mondiale »[8]. Du côté italien, le projet s'appuie sur une assise idéologique partagée. Il s'inscrit tout d'abord dans le prolongement de la doctrine géopolitique fasciste, l'impérialisme en moins, qui visait à affirmer de la vocation méditerranéenne de l'Italie[9]. L'Eurafrique apparaît, en outre, comme le ciment du rempart au communisme que constituent les valeurs spirituelles partagées par le christianisme et l'islam.

---

[5] Armando Troni, « Dal centro Studi all'Accademia del Mediterranei », *Annali del l'Accademia de la Mediterraneo, 1, 1952-1953*, Palermo, editrice Rassegna Mediterranea, 1954p. 4.
[6] Gianfranco Alliata, *op. cit.*
[7] Yves Montarsolo, *L' Eurafrique, contrepoint de l'idée d'Europe. Le cas français, des origines aux négociations des Traités de Rome*, Aix-en-Provence, Université de Provence, 2010.
[8] Paolo D'agostino Orsini, « Eurafrica, terza forza mondiale », *Annali della Accademia del Mediterraneo,* 1, 1952-1953, p. 119-126.
[9] Marco Antonsich, « *L'Eurafrica des Italiens. La revue Geopolitica conscience géographique du régime fasciste », Outre-Terre Revue française de Géopolitique*, n°11, 2005, p. 487-488.

Le profil des Académiciens témoigne du reste d'une forte identité intellectuelle et idéologique à la confluence de l'académisme, du méridionalisme, du conservatisme et du colonialisme. Le président de l'Académie, Gianfranco Alliata, prince de Montereale, symbolise ainsi la dimension méridionale, à fort accent insulaire et la tonalité politique du projet, en tant que député monarchiste de la circonscription de Palerme. Les Siciliens sont bien représentés parmi les soixante-treize académiciens italiens (sur un total de cent) dont nombreux sont universitaires. L'Université de Palerme y est bien représentée avec sept de ses membres parmi lequels se distinguent le linguiste Antonino Pagliano, très attaché à la culture sicilienne, comme en témoignent ses écrits[10] et son action fondatrice au début des années 1950 en faveur du centre d'étude philologique et linguistique sicilienne ou encore l'archéologue Biagio Pace, spécialiste de la Sicile byzantine, membre de l'*Accademia dei Lincei*[11]. Parmi les Académiciens, figurent des personnalités politiques insulaires comme le député monarchiste Leone Marchesino, l'un des instigateurs de l'Académie aux côtés d'Alliata, ainsi qu'Aurelio Drago, député puis sénateur de la Sicile sous le régime fasciste. On trouve aussi des représentants du monde syndical comme le secrétaire général ainsi qu'un dirigeant sicilien de la Confédération générale du l'Artisanat : Manlio Germozzi et Carlo Scuotto.

Le fonctionnement de l'Académie doit beaucoup à son insertion dans les réseaux siciliens. Son président joue bien sûr un rôle pivot. Alliata mobilise tout d'abord au sein de sa famille politique. Leone Marchesano sert de relais à la Chambre des députés, à Rome tandis qu'au niveau local, il peut compter sur un autre membre du parti monarchique, Pietro Castiglia, membre de l'Assemblée régionale sicilienne. Mais, si les monarchistes, dans une île où les structures sociales traditionnelles perdurent, représentent une force politique non négligeable, elle n'est toutefois pas suffisante pour constituer à elle seule un appui solide. Alliata élargit donc au-delà des monarchistes le cercle de ses soutiens. Ainsi, il confie la présidence du congrès fondateur à une figure tutélaire, Vittorio Emanuele Orlando. L'ancien président du Conseil est originaire de Palerme, où il a longtemps été professeur de droit constitutionnel à l'Université. Mais surtout, au-delà des clivages politiques, il jouit d'une large considération pour avoir tenu tête aux Anglais et

[10] Antonino Pagliano, *Sulla latinità di Sicilia*, Bologna, L. Capelli, 1934.
[11] Giovanni Rizza, « Ricordo di Biagio Pace », *Archivio Storico per la Sicilia Orientale*, 67, 1971, p. 345-355.

aux Français qui, lors du congrès de Versailles au lendemain de la Première Guerre mondiale, ne voulaient pas accéder aux revendications italiennes sur les terres irrédentes.

Ce parrainage prestigieux s'accompagne du soutien plus prosaïque du président démocrate-chrétien de la région Sicilienne, Franco Restivo. Très attaché à son île au point de renoncer à son mandat national, en 1947, pour s'y consacrer exclusivement, Restivo a été l'un des plus ardents défenseurs de l'autonomie régionale dans le débat très vif qui suit la chute du fascisme. Une fois l'autonomie consacrée par la constitution, il s'emploie à défendre le maintien d'une identité régionale forte.

Pour donner plus de force à ce projet, la région sicilienne met d'ailleurs en place un organisme de coordination des initiatives méditerranéennes développées dans l'île, avec le concours notamment d'une banque insulaire (*Banco di Sicilia)*.

Ainsi est constitué le Centre pour la coopération méditerranéenne (*centro per la cooperazione medirranea*) dont la direction est confiée au doyen de l'Université de Palerme, Lauro Chiazzese. Cet organisme, fondé à la fin de l'année 1952, s'inscrit si l'on en croit ses promoteurs dans « le cadre de l'action développée par le ministère des Affaires étrangères pour coordonner les initiatives et les activités ayant pour but d'intensifier les rapports culturels et économiques entre l'Italie et les pays méditerranéens »[12]. Bénéficiant du soutien financier de la Caisse pour le Midi (*Cassa del Mezzogiorno)*, le *Centro per la cooperazione mediterranea* s'installe au palais de la Zisa à Palerme mis à disposition par la Région sicilienne.

Bien structuré en commissions traitant des affaires culturelles, juridiques ou encore économiques et sous-commissions, disposant d'une revue (*Collaborazione mediterranea*), le Centre pour la coopération méditerranéenne se fait particulièrement remarquer par l'organisation de deux congrès auxquels s'associait la plupart des organismes italiens engagés dans le développement des relations économique et culturelle entre les pays riverains du bassin méditerranéen. En mars 1953, se tient ainsi à Palerme le Premier congrès international des études et des échanges méditerranéens qui rassemble des représentants officiels de seize pays, parmi lesquels pour la France, aux côtés d'un conseiller d'Ambassade, se trouvait le directeur de

[12] « Organisation et objectifs du Centre pour la coopération méditerranéenne », *Collaborazione Mediterranea*, 15 ottobre 1956, p. 12

l'École française de Rome, Albert Grenier et de nombreux universitaires[13]. C'est encore à Palerme que se déroule un an plus tard, en mai 1954, la deuxième édition de ce congrès au cours duquel est décidée la mise en place d'un « secrétariat provisoire interméditerranéen » conçu comme première étape vers une organisation permanente[14].

Chacune de ces manifestations donne l'occasion d'exalter le rôle séculaire de la Sicile en Méditerranée dans l'optique « la formation progressive d'une conscience commune entre les peuples méditerranéens »[15] selon la formule du président du Centre pour la coopération méditerranéenne. Son homologue de l'Académie de la Méditerranée considère aussi que le Premier congrès des études et des échanges méditerranéens organisé en Sicile doit être considéré comme « la première affirmation sur le plan international d'une conscience méditerranéenne rénovée »[16].

La Sicile comme creuset de l'interculturalité

Les interventions des hommes politiques et des universitaires, deux statuts qui se confondent parfois en une même personnalité, mobilisent systématiquement le passé afin d'inscrire l'interculturalité dans une tradition sicilienne. Les historiens sont sollicités pour mettre en perspective les contacts de l'île avec les civilisations du Sud de la Méditerranée, de l'empire romain à la période coloniale en passant par les mouvements d'acculturation que connurent le sud de la Péninsule et la Sicile au Moyen Âge[17]. Le sénateur démocrate-chrétien et historien Raffaele Ciasca, président de l'Institut pour l'Orient (*Istituto per l'Oriente)* de Rome[18], dévoile plus nettement encore l'esprit historiciste qui présidait aux démarches italiennes en Méditerranée. Il ne fait en effet peu de doute pour lui que « l'Italie fut toujours un point de rencontre entre les civilisations orientales et occidentales ». De fait, explique-t-il « le vif intérêt de l'Italie d'aujourd'hui envers les peuples du sud de la Méditerranée n'est pas une chose nouvelle. C'est

[13] Centro per la cooperazione mediterranea, *Atti del primo congresso internazionale di studi et scambi mediterranei*, Palermo, 1953
[14] « Organisation et objectifs du Centre pour la coopération méditerranéenne », *op. cit.*
[15] Centro per la Cooperazione mediterranea, *Atti del I° congresso internazionale … op. cit.*, p. 23.
[16] G. Alliata, *Collaborazione e unità mediterranea* dans *Annali della Accademia del Mediterraneo*, I, 1952-1953, p. 2
[17] Stéphane Mourlane, «'Un pont entre l'Orient et l'Occident' : paradigme médiéval, médiation culturelle et politique arabe de l'Italie dans les années 1950 », in Benoît Grévin (dir.), *Maghreb-Italie : des passeurs médiévaux à l'orientalisme moderne (XIIIe-milieu XXe siècle)*, École française de Rome, Rome, 2010, p. 433-444.
[18] Mario Giro « L'Istituto per l'Oriente dalla fondazione alla seconda guerra mondiale », *Storia contemporanea*, n°6, dicembre 1986, p. 1139-1176.

plutôt un retour, ou, mieux encore, le prolongement de ce que nous, Italiens, avons toujours fait tout au long des siècles passés »[19].

Il est donc particulièrement significatif de voir parmi les thèmes majeurs du Premier congrès international des études et des échanges méditerranéens : « La Sicile, point de rencontre de civilisation ». Inaugurant la rencontre, Franco Restivo, donne le ton en déclarant : « Il n'est pas besoin d'être Sicilien, ni expert des relations économiques, ni historien, pour remarquer que la Sicile est un lieu de rencontre naturel entre les pays méditerranéens », ajoutant que son île a, au Moyen Âge, « offert au monde un grand exemple de cohabitations d'hommes de nationalités, de langues et de religions différentes »[20]. Le secrétaire d'État aux Affaires étrangères, Paolo-Emilio Taviani ne dit pas autre chose lorsqu'il évoque à la même occasion une « véritable nature médiatrice » démontrée par un long récit historique mettant l'accent sur la période de domination arabe puis normande entre le VI^e^ et le XIII^e^ siècle[21]. Les communications des universitaires ne viennent ensuite que valider ce point de vue.

La démonstration trouve appui sur les témoignages patrimoniaux les plus visibles de ce passé. Le patrimoine architectural arabo-normand de Palerme est ainsi souvent cité en référence. Le choix d'installer le Centre pour la coopération méditerranéenne dans le palais de la Zisa, magnifique édifice de la seconde moitié du XII^e^ siècle, expression de « la fusion de l'art de l'Orient et de l'art de l'Occident » selon Franco Restivo[22] se veut, à cet égard, emblématique. Ce patrimoine est en outre perçu comme l'héritage d'une période d'opulence, bienfait de l'interculturalité médiévale. On pouvait ainsi lire dans la revue *Levante* du centre pour les relations italo-arabes de Rome[23], sous la plume d'Enrico Insabato, que « quand les Arabes entrèrent en Sicile, ils apportèrent à l'île la prospérité, rénovèrent l'agriculture, le commerce et les arts »[24]. Raffaele Ciasca s'appuie sur les travaux de l'historien catholique anglais, Christopher Dawson, pour considérer que « chaque période de prospérité de l'Italie et en particulier du Mezzogiorno coïncida avec l'intensification

[19] Raffaele Ciasca, « L'Italia e Il Medio Oriente », *Civitas*, 10, ottobre 1952, p. 19
[20] Centro per la Cooperazione mediterranea, *Atti del I° congresso internazionale … op. cit.*, p. 267.
[21] *Ibid.*, p. 29-36.
[22] Centro per la Cooperazione mediterranea, *Atti del I° congresso internazionale … op. cit.*, p. 27.
[23] Stéphane Mourlane, «Médiations culturelles et politique arabe de l'Italie. La création du centre pour les relations italo-arabes de Rome (1952)», in Dulphy Anne, Frank Robert, Matard-Bonucci Marie-Anne, Ory Pascal (dir.), *Les relations culturelles internationales au XXe siècle. De la diplomatie culturelle à l'acculturation*, P.I.E Peter Lang, Bruxelles, 2010, p. 631-638.
[24] Enrico Insabato, *Premessa* dans *Levante*, n°3 luglio-settembre 1954, p. 4.

des échanges avec les peuples méditerranéens et que chaque période de décadence est concomitante et trouve, en partie, explication dans l'isolement avec les pays d'Orient »[25].

Les périodes d'affrontement entre l'Occident et l'Orient, pourtant nombreuses, sont occultées ou minorées. Paolo Emilio Taviani estime ainsi que « la période arabe ne fut jamais simplement frictions et rapports de force stériles »[26] tandis que Raffaele Ciasca va même jusqu'à considérer les croisades sous un angle pacifique[27]. On est tenté de percevoir ici l'influence de l'historiographie sicilienne qui, depuis le chanoine Rosario Gregorio[28] au XVIII^e siècle, fait de l'histoire insulaire « un long fleuve tranquille »[29]. Le récit historique est donc fondé sur une mémoire sélective visant à la mise en scène d'un âge d'or de l'interculturalité, conçu comme un récit de légitimation et le socle d'un projet politique.

Conclusion

La réinvention du lien entre l'Orient et l'Occident par la constitution d'institutions méditerranéennes en Sicile résulte donc d'un double jeu d'intérêts. D'une part, elle sert les ambitions méditerranéennes italiennes. D'autre part, elle permet à la Sicile de trouver une légitimité politique nationale et internationale à laquelle sa situation sociale et économique ne lui permette pas de prétendre. C'est par un soutien matériel et financier contribuant au fonctionnement de ces diverses institutions que les milieux politiques et économiques espèrent dépasser les archaïsmes socio-économiques de l'île et lui accorder une place dans les circuits d'échanges internationaux. Plus généralement, le projet méditerranéen de la Sicile trouve sa place dans une ambition plus générale de modernisation économique comme en témoigne le vote le 9 mai 1950 par l'Assemblée régionale Sicilienne d'une loi pour promouvoir le développement industriel[30].

Cette réinvention est fondée sur une culture politique commune. L'ambition géopolitique de la Sicile repose sur une préoccupation idéologique qui détermine l'ensemble de l'action

[25] Raffaele Ciasca, *L'Italia e Il Médio Oriente, op. cit.,* p. 19.
[26] Paolo Emilio Taviani, *op. cit.*, p. 3
[27] Centro per la Cooperazione mediterranea, *Atti del I° congresso internazionale … op. cit.*, p. 27
[28] Agnani Letteria, *Rosario Gregorio, storico del medioevo siciliano,* Tesi di dottorato di ricerca in Storia medievale, Università degli studi di Palermo, 2002
[29] Geneviève Bresc-Bautier, « Le souvenir de l'âge d'or » dans Henri Bresc (dir.), *Palerme 1070-1492. Mosaïque de peuples, nation rebelle : la naissance violente de l'identité sicilienne*, Paris, Autrement, 1993, p. 220
[30] Jean-Yves Frétigné, *Histoire de la Sicile,* Paris, Fayard, 2009, p. 426.

culturelle italienne en Méditerranée et les discours qui la supporte. On y décèle l'empreinte de la culture catholique sur la politique étrangère qui, au nom d'un universalisme spirituel, cherche à dégager l'Italie de la logique d'affrontement imposée par la constitution des deux blocs aux fondements idéologiques contestés[31]. L'historicité proclamée des liens entre l'Occident et l'Orient apparait dès lors comme un instrument visant à contenir l'influence soviétique en Méditerranée, dont on craint évidemment les effets sur l'équilibre politique de l'Italie, tout en se dégageant une marge de manœuvre par rapport à l'imposant allié américain et aux puissances coloniales européennes.

[31] G. Rumi, « Opportunismo e profezia. Cultura cattolica e politica estera italiana 1946-63 », *Storia contemporanea*, 4-5, 1981, p. 812.